



VAINCRE le chômage et la précarité

n°95 > février 2014

Lettre du comité chrétien de solidarité avec les chômeurs et les précaires

Heureux ceux qui vont à la rencontre

*Heureux ceux qui vont à la rencontre
de ceux dont l'Eglise est loin :
non-croyants, croyants d'autres
traditions religieuses, pauvres
et étrangers, hommes et femmes
d'autres cultures.*

*Heureux ceux qui acceptent d'aimer
même ceux qui refusent de les aimer.*

*Heureux ceux qui acceptent
d'exposer leurs idées tout
en acceptant que les autres
n'y adhèrent pas.*

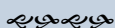
*Heureux ceux qui suscitent
dans l'Eglise et la société des lieux
et temps où chacun puisse
être reconnu et prendre la parole.*

*Heureux ceux qui, sans craindre
les épreuves, s'enracinent dans
la durée et la patience, sans jamais
se lasser de faire des petits pas
pour rencontrer enfin les autres.*

*Heureux ceux qui ont un souci
de cohérence entre leur propre vie
et le combat qu'ils mènent.*

*Heureux ceux qui s'en remettent
à Dieu chaque jour dans la prière.*

*Heureux ceux qui espèrent
toujours : ils trouveront la route
qui conduit au cœur des autres
et de Dieu.*



Mgr Jean-Charles Thomas

Pourquoi ne pas en finir avec « **les idées fausses*** » pour changer nos mentalités. Le vocabulaire utilisé pour parler de pauvreté a délaissé le registre de l'exclusion, et déplacé le curseur de la responsabilité sociale vers celui des individus.

« **On ne pourra jamais trouver du travail pour tout le monde.** » *Faux* : il est possible et rentable de créer des emplois en réponse à des besoins non satisfaits.

Le Conseil national de l'insertion a montré qu'investir dans la création d'emplois aidés est économiquement rentable pour la collectivité nationale.

« **Les pauvres ne veulent pas travailler.** » *Faux* : la majorité souhaite travailler.

« **La crise touche tout le monde.** » A l'évidence non, les riches le deviennent davantage. Cette crise est une crise de l'emploi qui touche les personnes peu qualifiées et les plus faibles.

Dans les faits, dire que tout le monde est touché par la crise permet aux plus aisés d'échapper à la solidarité, à l'effort fiscal.

Dans son livre « Illusion financière » Gaël Giraud, chercheur au CNRS, jésuite, montre que depuis 2010 la crise financière des crédits s'est transformée en crise de la dette publique, il ajoute que l'impasse dans laquelle les marchés financiers enferment l'économie européenne va jusqu'à remettre en cause les institutions même du vivre ensemble européen.

Ces constats nous encouragent, comme l'écrit le pape François, à ne plus nous lamenter, ne plus avoir peur, à ne pas faire preuve

de pessimisme, pour retrouver ce qui devrait nous caractériser, la joie et l'espérance.

La démarche « Diaconia 2013 » nous a stimulés à dire et à vivre, dans le langage des réalités sociales, quelque chose de la Bonne Nouvelle. Le propre du chrétien et de l'Eglise est d'être serviteur en tenant compte de la parole des pauvres. La diaconie trouve ses fondamentaux dans l'idée même du bien commun.

La crise devrait être l'occasion d'un vaste effort collectif. Notre modèle social est parmi les plus performants au monde et la France doit être capable de réformes structurelles profondes pour

revenir dans la compétitivité. Pourquoi ne pas défendre ce « **Pacte de responsabilité** » pour rétablir la confiance, sans pour cela oublier le plan interministériel de lutte contre la pauvreté ? A l'issue de la première année de mise en œuvre de ce plan dont il avait été à l'initiative, le collectif « **ALERTE** » demande au gouvernement d'être plus ambitieux pour 2014-2017.

Les autres propositions seraient d'exprimer notre volonté d'élire des représentants qui défendent nos convictions et nos propositions lors des scrutins municipaux et européens à venir, et qui tiennent compte de l'importance de la transition écologique pour qu'elle devienne un projet de société capable de sortir notre pays et l'Europe du piège où l'a précipité la démesure financière.

*Livre ATD Quart Monde « En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté » Editions de l'Atelier, 2014.

La courbe du chômage. Qui est touché ? Plus de 5 millions de chômeurs.

10,5% de chômeurs en France métropolitaine, soit plus de 5,5 millions de chômeurs, tout près des records atteints début 1997. En cause, les destructions d'emploi enregistrées depuis décembre 2002, qui n'ont toujours pas été compensées par la création d'emplois nouveaux. Il faut y ajouter aussi une hausse du niveau d'activité, à savoir, de plus en plus de monde sur le marché du travail et de moins en moins de postes disponibles.

Autant d'hommes que de femmes sont touchés. Selon les âges, on remarque une grande disparité : 24,6% pour les 15-24 ans, 9,6% pour les 25-49 ans et 7,5% pour les plus de 49 ans. Le taux de chômage est très différent selon que l'on est cadre : 3,7%, profession intermédiaire : 5,4%, employé : 10,3% et ouvrier : 14,4%. Ces derniers sont les grands perdants.



La proportion de sans diplômes,

parmi les descendants d'immigrés âgés de moins de 25 ans, est 3 fois supérieure à ce que l'on observe dans le reste de la population. A niveau d'études comparable, les descendants d'immigrés sont plus souvent au chômage : 14,1% chez les titulaires d'une licence ou plus, contre 4,8% chez les Français de parents français.

Autre inégalité, celle du territoire : on compte 6,3% de chômeurs en Lozère contre 15,5% dans les Pyrénées-Orientales. Des variations peuvent être multipliées par 5 entre les quartiers d'une même agglomération. Et, dans le cas des descendants d'immigrés résidant dans les quartiers les plus difficiles, les difficultés se cumulent.

L'assurance chômage

Le sort des demandeurs d'emploi est plus ou moins enviable d'un pays à l'autre, mais presque partout leurs droits ont tendance à diminuer.

41 %

des chômeurs en France le sont depuis plus d'un an.

Questions-réponses sur l'assurance chômage

Combien de temps faut-il travailler pour y avoir droit ?

4 mois en France
6 mois au Luxembourg et aux Pays-Bas
Au minimum 12 mois dans les autres Etats.

Pendant combien de temps peut-on en bénéficier ?

38 mois aux Pays Bas
24 mois en France ⁽¹⁾
24 mois au Danemark
8 mois en Italie
6 mois au Royaume-Uni
1. Trente-six mois sous condition pour les plus de 50 ans.

Au mieux, combien peut-on toucher ?

6 000 € par mois en France
2 200 € en Allemagne et au Danemark.
1 500 € par mois en Belgique, en Espagne, en Italie et au Portugal.

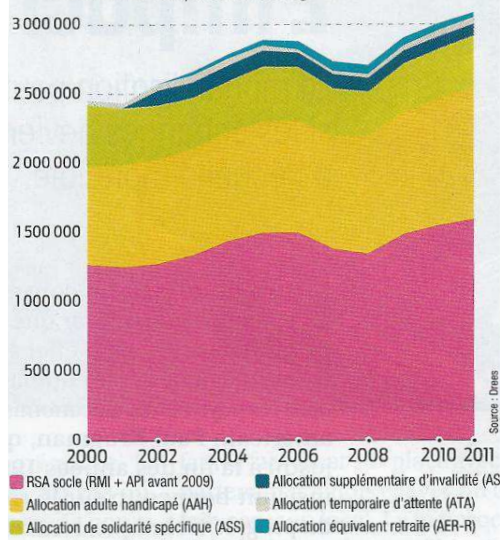
Stigmatisation des chômeurs

Il est devenu courant dans l'opinion publique de montrer du doigt tout ou partie des chômeurs en les accusant d'être des profiteurs ou des assistés. Qu'en est-il dans les faits ?

Tout d'abord, seuls 40% des chômeurs sont indemnisés par l'UNEDIC pour un montant moyen de 1 200€ par mois, soit en moyenne 68% de leur salaire de référence. Lorsqu'ils ont épuisé leurs droits, ils basculent vers l'allocation spécifique de solidarité ; environ 10% des inscrits à Pôle emploi la perçoivent. Quant au RSA, il faut que l'ensemble des ressources du ménage soit inférieur à 740 € par mois. Le RSA socle qui est versé à condition de ne pas dépasser un plafond de ressources fixé très bas se monte à 492 € par mois pour une personne seule. Enfin 68% des ménages qui pourraient avoir droit au RSA activité ne demandent pas à en bénéficier parce que le dispositif est stigmatisant et complexe.

Trois millions d'allocataires de minima sociaux

Evolution du nombre d'allocataires des principaux minima sociaux destinés aux personnes d'âge actif



« Au travail je n'ai jamais fait attention à moi, je n'ai jamais fait que subir, alors je me suis usé. »

Augustin, chômeur maintenant accompagné

Le chômage comme épreuve personnelle

Instabilités professionnelle et conjugale vont de pair

Indice d'instabilité conjugale selon la situation par rapport à l'emploi



Lecture : 18,9 % des hommes pourvus d'un emploi stable non menacé et vivant ou ayant vécu en couple ont connu une rupture conjugale, contre 43,5 % des hommes au chômage depuis plus de deux ans.
Champs : actifs de 18 à 64 ans. 6 250 personnes interrogées.

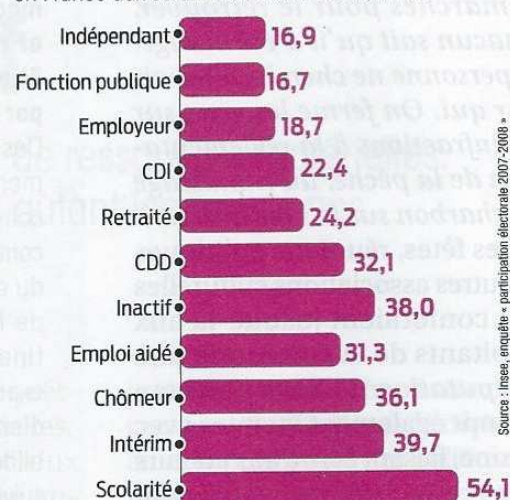
En renforçant le stress, les insomnies, la dépression, la perte d'emploi favorise les maladies cardiovasculaires et psychologiques.

En France, il apparaît que la courbe des suicides correspond à la courbe du chômage. Un médecin a même établi que l'augmentation du chômage aurait été responsable de 750 suicides et 10 750 tentatives supplémentaires entre fin 2008 et fin 2011.

Le chômage comme mal social

Le chômage favorise le vote extrême et surtout l'abstention ; cette observation n'est pas récente, l'expérience du chômage conduit au repli sur soi, à la disqualification de soi-même, à l'abstention.

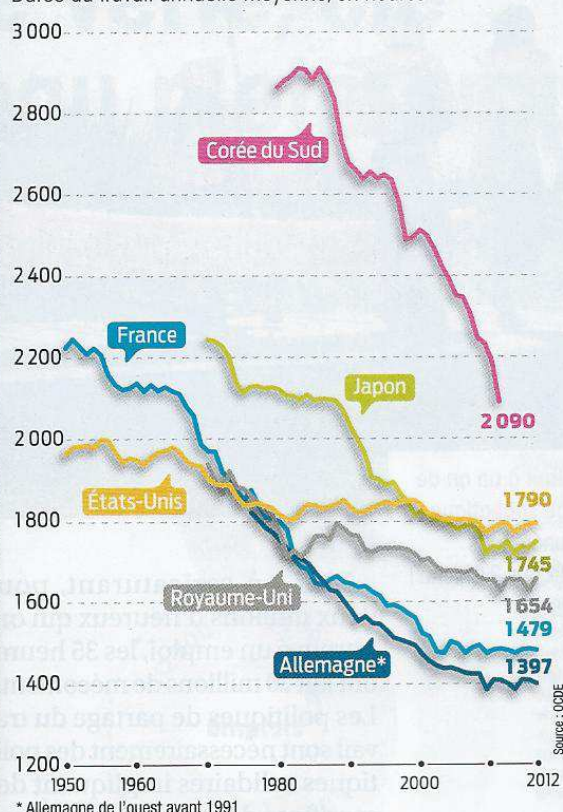
Taux d'abstention selon la situation professionnelle en France aux scrutins de 2007-2008, en %



L'incontournable réduction du temps de travail

Tout le monde réduit le temps de travail

Durée du travail annuelle moyenne, en heures



L'un des principaux griefs traditionnellement adressé aux politiques de partage du travail, c'est qu'elles risquent de casser la dynamique de l'activité économique et de ne pas avoir au final les effets positifs attendus sur l'emploi.

Or, ce n'est pas ce qui s'est passé lors de la mise en place des 35 heures. Partout la croissance était relativement forte, mais elle a été plus importante en France qu'ailleurs en Europe et notamment chez nos voisins allemands. Plus de deux millions d'emplois nouveaux ont été créés entre 1997 et 2001, un niveau jamais atteint auparavant, même pendant les Trente Glorieuses. Personne ne prétend que tous ces emplois ont été directement dûs aux 35 heures en tant que telles - on estime généralement cet impact direct autour de 350 000 emplois - , mais le recul du chômage ainsi enclenché et le pouvoir d'achat supplémentaire distribué ont dopé l'activité.

Parallèlement, grâce aux négociations qui ont accompagné la mise en place des 35 heures, les grandes entreprises industrielles ont pu allonger la durée d'utilisation de leurs équipements, passée en moyenne de 54 heures en 1997 à 62 heures en 2000. Ce qui signifie qu'elles ont pu accroître leur production de 15% sans avoir à investir en euros.

Graphiques et données chiffrées d'après
 Alternatives économiques Hors série n° 99 - 1^{er} trimestre 2014

Origine de l'histoire toulousaine

C'est en 1985 que le CCSC toulousain a été créé pour répondre à l'appel d'une femme au chômage lancé dans un journal local : « A quand une maison des chômeurs à Toulouse ? » Une paroisse du centre ville a prêté un local et, un an après, était créée une Maison « Partage ».

En même temps que « Toulouse Ouverture » (TO7) sur la rive gauche. Ainsi, deux associations de chômeurs dont on disait à Toulouse à cette époque que l'une était proche des protestants et l'autre des catholiques ! Ce qui n'était pas faux de par la personnalité des fondateurs, mais ces fondateurs étaient respectueux de la laïcité de ces lieux.

Le CCSC a permis de rassembler cette réflexion chrétienne promouvant et reconnaissant les chômeurs comme acteurs dans le débat social. Les archives en Haute Garonne témoignent du rôle qu'il a joué nationalement mais aussi localement dans l'accompagnement et dans le financement par des dons. Comment aurions-nous pu démarrer sans ce financement de solidarité ? De même Solidarités Nouvelles face au Chômage (SNC) allait financer les premiers postes salariés et assurer un accompagnement individuel au long cours.

Pour qu'ils se défendent ! »

**Une religieuse,
remettant un don au CCSC**

Des relais de financement public ont suivi. Mais le CCSC a mis en mouvement une réflexion chrétienne en partageant la réalité de la vie des chômeurs, en faisant en sorte que leur voix soit entendue dans des manifestations, des colloques, et diverses publications. Il m'a profondément interpellée par son refus de s'installer dans une fatalité, de s'habituer à venir en aide charitablement, préférant le combat pour la justice. Il a marqué son temps et le gouvernement lui a confié la rédaction d'un répertoire fort utile à ce moment-là tant le foisonnement des initiatives était dense. Il fallait de l'audace pour soutenir ce que les organisations politiques et syndicales refusaient, voire combattaient parfois tant les revendications des chômeurs bouscullaient l'ordre établi. Les maisons de chômeurs ont beaucoup dérangé mais elles ont permis des avancées (voir tableau).

Evolution des revendications sur 30 ans

1983	2013
1. La représentation des chômeurs.	1. Pas obtenue, toujours d'actualité. Le MNCP participe aux Comités de liaison.
2. Le revenu social garanti.	2. Vote du RMI gouvernement Rocard. Devenu RSA avec M. Hirsch.
3. Le partage du temps de travail.	3. RTT, les 35 heures.
4. La création d'un tiers secteur d'activités.	4. Création d'un secrétariat d'Etat à l'économie solidaire.

Création d'une antenne à la Faourette

C'est la création de l'antenne de la Faourette en 1993 située en périphérie toulousaine qui m'a donné l'occasion de mieux connaître ce quartier rive gauche : sa forte population d'origine maghrébine me donnait parfois l'impression de vivre dans une ville de ce si beau pays qu'est l'Algérie. Nous nous sommes rapprochés géographiquement de TO7 installé sur cette rive dès l'origine. A l'occasion de la création du métro la municipalité toulousaine avait souhaité relier les deux rives de la Garonne et permettre ainsi à notre maison « Partage » du centre ville d'accueillir des personnes au chômage issues de ces quartiers. Il a fallu s'adapter à une culture différente et à des besoins nouveaux. Les acteurs actuels s'y efforcent encore aujourd'hui. Une animatrice présente depuis le début déclarait à la journaliste du bulletin diocésain « Foi et Vie » : *« Partir du désir de la personne, inventer des choses positives comme l'expérience des jardins familiaux où l'on retrouve le plaisir de travailler la terre, respecter l'autre dans sa différence culturelle, dans sa religion et se faire confiance réciproquement. »*



Les temps ont changé

Aujourd'hui, à côté d'un accueil individualisé, de nouvelles actions collectives apparaissent. Des collectifs existants frappent à la porte des maisons des chômeurs. Ils sont nés dans ces quartiers, importés de nulle part que de la seule vie quotidienne des habitants, jeunes et moins jeunes connaissant le chômage.

Le combat pour la justice est un combat à poursuivre dans ces périphéries, comme nous y invitent le pape François et l'archevêque de Toulouse : « Sortir vers les périphéries extérieures ». Diaconia semble bien être entré dans cette dynamique. L'avenir nous le dira.



« **Que l'injustice soit le ferment de la violence, voilà qui est facile à admettre** » déclare Alain Supiot dans son discours inaugural au coll ge de France. Le chômage est une injustice subie par une partie de la population. Déjà en 1985 Monseigneur Collini, notre archevêque, avait



souligné ce qu'il avait perçu très tôt comme étant la spécificité du CCSC : « *L'initiative du Comité Chrétien de Solidarité avec les Chômeurs vient se joindre aux efforts de l'action catholique et des organismes socio-caritatifs avec un but précis : que les chômeurs eux-mêmes prennent en main leur cause, fassent entendre leur voix et s'organisent entre eux. Ce faisant ils cessent de se considérer comme des marginaux ou des assistés : ils nous aident à réagir contre les tentations de fatalisme ; ils nous stimulent à trouver ensemble une nouvelle organisation du travail qui donne place à chacun en fonction de ses aptitudes, de ses besoins et du bien commun de la cité.* »

Ils sont de plus en plus nombreux, les économistes, sociologues, juristes, qui prennent en compte la fin d'une société dans le couplage de la production-

consommation. L' tat de notre terre malade nécessite des changements tant au niveau des institutions qu'au niveau de chacun. C'est un vaste bouleversement de nos habitudes et l'Etat ne changera pas sans nous. Les hommes et les femmes au chômage aujourd'hui, les jeunes si sensibles aux questions écologiques ont un grand espace à occuper. Il suffit de se rassembler dans ces quartiers et de penser par soi-même en s'entraidant sur des projets à bâtir.

La révolution numérique a transformé le travail, elle a fait naître les réseaux sociaux qui peuvent être un formidable atout pour le militantisme d'aujourd'hui. Le CCSC est entré dans cette époque par son site ouvert à la parole des chômeurs. Il a devant lui, de mon point de vue, d'autres initiatives à prendre dans le contexte multiculturel et multicultural dans lequel nous vivons. « *Les musulmans ont souvent reproché aux chrétiens d'être plus attentifs à des valeurs intérieures, comme peuvent l'être des actes de pardon, qu'à des changements objectifs dans les relations entre*



partenaires, comme peuvent l'être des actes de justice. Vivre le pardon en situation islamo-chrétienne, c'est aussi chercher la justice » écrit Henri Tessier, archevêque d'Alger, au colloque de l'IST de Toulouse en janvier 1989. Le combat pour la justice traverse toute l'histoire biblique comme un fil rouge. Et il est impossible aux chrétiens de le lâcher.



— Annie DREUILLE
Présidente « Archives Partage CCSC »

Photos : débats, convivialité, manifestations
- ici, construction du mur de l'indifférence.

LE TRAVAIL AU CENTRE ?

Il ressort des enquêtes européennes sur les valeurs que le travail reste toujours important dans la vie des européens : seule une minorité de personnes interrogées - moins de

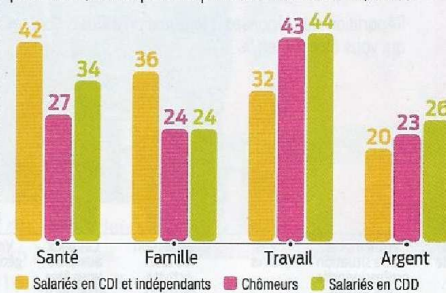
20% dans quasiment tous les pays - déclare que le travail n'est « pas très important » ou « pas important du tout » dans leur vie.

Toujours selon les mêmes enquêtes,

les Français sont ceux qui accordent plus d'importance au travail, mais ils sont également les premiers à souhaiter que la place du travail soit moins importante dans leur vie.

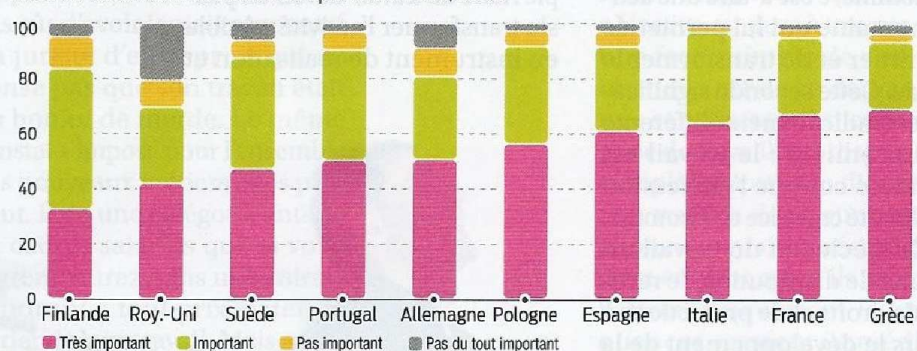
Le travail, une valeur centrale pour ceux qui en sont dépourvus

Répartition des réponses à la question « Qu'est-ce qui, pour vous, est important pour être heureux ? », en %



Les Français accordent une place très importante au travail

Place du travail dans la vie des Européens en 2008, en %



Positionnement du Secours catholique sur l'emploi en 2013

Convictions

De son expérience de terrain le Secours catholique exprime avec vigueur les multiples intérêts que représente le travail aux yeux des chômeurs : il permet de mener une vie normale, apporte de la sécurité, est source d'autonomie et de relations ; il donne la possibilité d'avoir des projets, d'évoluer en termes de connaissances et de compétences ; il rend heureux, donne de la fierté, le sentiment d'être utile à la société, il contribue à la vie collective.

Leurs convictions s'inspirent de l'Enseignement social de l'Eglise sur le travail, considérées comme :

- ~ Un droit et un devoir pour chaque personne.
- ~ La source et le moyen d'épanouir les capacités créatrices de chaque homme.
- ~ Une participation au bien commun de l'entreprise et de la société.
- ~ Un lieu d'échange et de solidarité entre les travailleurs.
- ~ La source de droits divers tels que la juste rémunération permettant au travailleur et à sa famille de vivre dignement (sur le plan matériel, social, culturel et spirituel), des conditions de travail garantissant la santé physique et morale des travailleurs, respectueuses de leur conscience et de leur dignité, le droit au repos, la liberté aux réunions, d'association et de grève, la protection sociale.

Ces principes convergent étroitement avec le principe affirmé dans le préambule de la constitution française : « chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. »



Propositions

Le soutien fraternel n'a de sens que s'il se conjugue avec une implication forte des pouvoirs publics dans l'accompagnement social et l'aide à la recherche d'emploi ou au maintien dans celui-ci. Les 8 propositions du Secours catholique émanent de l'expérience de ses équipes locales.

Proposition 1 : Garantir un véritable accompagnement personnalisé vers l'emploi.

Proposition 2 : Engager la responsabilité sociale des entreprises dans la lutte

contre le chômage et la création de nouveaux emplois.

Proposition 3 : Soutenir l'accès à l'emploi des jeunes.

Proposition 4 : Sécuriser les structures d'insertion par l'activité économique.

Proposition 7 : Orienter prioritairement les dispositifs de formation professionnelle en direction des personnes qui en ont le plus besoin.

TÉMOIGNAGE

Adeline a plus de cinquante ans. Son itinéraire est singulier, comme toujours, qui conjugue cependant des traits que l'on retrouve ailleurs dans le monde des chômeurs et des précaires. Témoignage recueilli par Gérard Marle

« J'élabore un projet, c'est génial ! Cela fait un an que je cherche à créer deux emplois autour d'une épicerie solidaire. Il y aura des bénévoles, mais il faut aussi des personnes permanentes et qui soient impliquées dans l'économie sociale et solidaire. Mes journées sont remplies de démarches, de rencontres, j'apprends tout le temps. Je travaille déjà, je suis chargée d'enquête, vacataire, depuis 20 ans. A cinquante-cinq ans, j'ai une belle énergie, c'est mon père qui m'a transmis cette envie de vivre. Mais je reviens de loin.

Mon histoire est simple. L'appartement parisien que je louais fut mis en vente et j'ai dû partir. Mon neveu m'a proposé sa maison qu'il quittait dans le sud de la France. J'avais un toit mais pas de travail. J'ai voulu créer un atelier-mercerie, mais ce fut un échec. Il m'a fallu rentrer à Paris, pour habiter un dix-sept mètres carrés avec mon fils de dix-sept ans, mon compagnon et son fils de quatorze ans. Assez vite je suis partie avec mon fils. En journée j'étais cadre dans le marketing et le soir, je couchais, moi et mon fils, chez des amis ou dans des hôtels ; cela a duré un et demi. J'ai fait une première tentative de suicide, puis deux autres et chaque fois mon fils m'a sauvée.

Evidemment j'ai perdu mon travail. J'ai frappé à la porte d'Emmaüs, nous vivions avec le RSA et je fus même pendant un temps femme de ménage. Je suis partie en clinique, j'ai réappris l'élémentaire, retrouvé le goût de la lecture. J'ai maintenant repris mon travail et me voici aujourd'hui, élaborant ce projet d'épicerie solidaire. Si cela éventuellement ne pouvait pas fonctionner, je

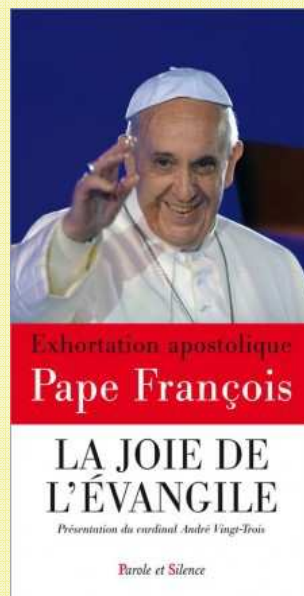
me retournerais vers le bénévolat.

La déprime, ce n'est pas de la folie, mais elle vient quand on se trouve devant un mur et qu'on ne trouve pas de solution. Et je n'avais personne à qui parler ; la dépression, personne ne la voit. J'avais cinq ans quand j'ai perdu ma mère. On me disait que je lui ressemblais ; j'avais créé un miroir. Maintenant je peux me voir dans ce miroir, auparavant, j'y voyais ma mère. Il m'a fallu une dépression pour évacuer ce chagrin, cette douleur.

J'ai été cadre et à Emmaüs. Quand on est dans ces mo-

ments-là, on met de côté sa fierté ; ce n'est pas qu'on n'en ait plus, mais on se dit : « Il faut que je m'en sorte, que j'ouvre des portes. » Quelqu'un d'Emmaüs s'est démené pour me trouver un appartement, pour avoir des prêts. J'étais alors au RSA et je dormais à l'appartement sur des cartons. On n'avait rien. Deux mois sur des cartons, à ne manger que des pâtes, tous les jours, tous les jours. Mon fils m'en a voulu. Aujourd'hui, je ne dois plus rien à personne. Je suis accompagnée par un médecin pour ma santé, et par SNC pour mon projet professionnel ; on a travaillé mon CV, ils cherchent à me donner confiance en moi. J'ai sauvé ma tête, j'ai récupéré tout doucement.

Je demeure fragile mais il faut que je m'en serve pour en faire une force. Dans l'épicerie solidaire je rencontrerai des gens qui auront été comme moi, tout au fond du trou et je les comprendrai, parce que je suis passée par là. J'ai appris aussi qu'on ne se retrouve pas soi-même si on ne se tourne pas vers les autres, sans les juger. Mon père était très ouvert. S'il est là-haut, il doit être très fier.



Aujourd'hui tout entre dans le jeu de la compétitivité et de la loi du plus fort, où le puissant mange le plus faible. Comme conséquence de cette situation de grandes masses de population se voient exclues et marginalisées : sans travail, sans perspective, sans voie de sortie. On considère l'être humain en lui-même comme un bien de consommation, qu'on peut utiliser et ensuite jeter.

Nous avons mis en route la culture du « déchet » qui est même promue. Il ne s'agit pas simplement du phénomène de l'exploitation et de l'oppression, mais de quelque chose de nouveau : avec l'exclusion reste touchée, dans sa racine même, l'appartenance à la société dans laquelle on vit, du moment qu'en elle on ne se situe plus dans les bas-fonds, dans la périphérie, ou sans pouvoir, mais on est dehors. Les exclus ne sont pas des « exploités » mais des déchets, « des restes ».

*Le pape François,
La Joie de l'Évangile § 53*

SOLIDARITÉ ET PEUR DU DÉCLASSEMENT

Chronique hebdomadaire de Bernard Ginisty - 20 janvier 2014



La dernière enquête internationale du réseau Gallup International montre que la France reste la championne du monde du pessimisme économique. L'étude montre que c'est la classe moyenne qui se montre la plus craintive pour l'avenir. C'est la « peur du déclassement » analysée avec beaucoup d'acuité par l'économiste Eric Maurin dans un ouvrage portant ce titre. Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, il analyse avec lucidité le malaise profond d'une société française restée crispée, à ses yeux, sur la recherche de statuts censés la protéger contre les aléas des crises. Dans un entretien accordé au journal *Le Monde*, il s'exprimait ainsi : « Dans notre vieille société hiérarchique, la dignité sociale est historiquement attachée à la conquête et à la conservation d'un statut. Ce qui a changé depuis l'Ancien Régime, c'est que les statuts ne s'héritent plus de père en fils mais doivent se reconquérir à chaque gé-

nération au terme d'une lutte généralisée. Dans un tel contexte, chacun commence sa vie avec la crainte de ne jamais trouver sa place, et la finit avec l'angoisse de voir les protections chèrement acquises partir en fumée ou ne pas pouvoir être transmises à ses enfants. »

La société française connaît un fossé de plus en plus grand entre salariés protégés par un statut et ceux qui sont exposés leur vie durant à la possibilité d'un licenciement. Et aujourd'hui, c'est avec des contrats de travail précaires que les jeunes entrent dans la vie active. Dans ce contexte, l'action politique devient très difficile. « Pour conjurer le déclassement, déclare Eric Maurin, les politiques sont contraints de renforcer les protections dont bénéficient déjà les salariés les plus protégés. (...) À l'inverse, pour lutter contre la peur du déclassement, il faut réduire l'écart gigantesque entre ceux qui sont protégés et les autres, car c'est ce gouffre qui est le principe même de la peur. On voit bien que ces deux politiques sont largement incompatibles. »

Au lieu d'un sauve-qui-peut générali-

sé, la crise nous invite, au contraire, à reconstruire des solidarités. Le dernier hors-série publié par le journal *La Croix* intitulé *Toute l'énergie du monde* constitue une excellente illustration de ces constructions solidaires. A travers récits, témoignages, initiatives dans le monde entier on constate que ce goût de la fraternité habite toujours nos sociétés. Ce qui fait écrire à Jean-Claude Guillebaud, au terme de ce dossier : « *Après trente-cinq années de crise socio-économique, alors que la dislocation menace, la cohésion sociale est sauvée de la déroute par l'action de quelques centaines de milliers de travailleurs sociaux, bénévoles, animateurs de mouvements associatifs, autant d'hommes et de femmes qu'on pourrait comparer à des sentinelles du désastre (...) Quand la politique paraît s'enliser dans l'impuissance ou la médiocrité, grâce à eux, nos sociétés civiles sont moins passives ou découragées qu'on ne le croit. (...) C'est à travers ces actions ponctuelles, ces minuscules utopies réalisables, ces initiatives hors marché que s'invente le monde de demain et que se refonde, mine de rien, l'action politique au sens le plus noble du terme.* »



Prochaine rencontre



Pourquoi des groupes de lecture du VLC ? Comment utiliser cet outil ?

Vendredi 7 mars

18h30, buffet. 19h à 21h, présentation et débat

À l'USIC, 18 rue de Varenne, Paris 7

salle Delacommune, code porte 09475 - *métro Sèvres Babylone ou Rue du Bac*

Publication trimestrielle

C.C.S.C. Centre Jean XXIII - 76 avenue de la Grande Charmille du Parc - 91700 STE GENEVIEVE DES BOIS
CCP 35 267 11 X La Source - <http://ccscfrance.com> - E-Mail : ccsc.vlc@gmail.com - Tél 01 69 46 13 03

Directeur de la publication : Jean-Pierre Pascual

Rédaction : Gérard Marle - Dominique Bourgouin - François Soulage - Gabriel Teste de Sagey - Philippe Dauger - Catherine Bernatet - Marie-Christine Brun
Commission paritaire 76 885 AS - ISSN 1148 2214 - Imprimerie ANAIS-MONDIAL NET - 125/131 avenue Louis Roche 92230 GENNEVILLIERS